

Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes et la construction européenne, à Paris le 18 décembre 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames, Messieurs, je suis ravi d'accueillir Angela MERKEL. D'abord, pour la féliciter pour le résultat qui fut le sien lors des élections qui ont eu lieu au mois de septembre. La féliciter aussi pour la formation de son Gouvernement avec la coalition que l'on sait. Elle est venue d'ailleurs avec le ministre des Affaires étrangères, Monsieur STEINMEIER.

Du temps nous est donné : Madame MERKEL, pour 4 ans et nous, un peu moins. Nous avons un horizon commun qui doit devenir un agenda commun, car l'Europe a besoin de la relation entre la France et l'Allemagne. Une relation confiante, une relation forte, une relation ouverte.

Nous allons d'ailleurs commencer par une réunion entre nos deux gouvernements puisqu'une date a d'ores et déjà été retenue le 19 février pour que nous puissions évoquer les sujets qui nous sont communs dans la relation bilatérale. Mais chacun sait que nous avons aussi une responsabilité particulière pour le destin de l'Europe.

Nous allons, au cours du Conseil européen du mois de décembre, régler les questions qui sont en débat et notamment l'Union bancaire. Nous avons beaucoup progressé et j'en remercie Angela qui a été tout à fait déterminante pour que nous puissions trouver le compromis, le seul qui vaille, c'est-à-dire celui qui permet d'assurer la fiabilité, la sécurité, sans peser sur les contribuables ou les épargnants de nos pays.

Nous aurons aussi à évoquer au Conseil européen, l'Europe de la Défense. Parce qu'il y a là, une volonté commune, une organisation qui doit être précisée et une industrie qui doit être davantage mobilisée par rapport à nos propres intérêts. Il y aura aussi à évoquer les sujets de l'actualité et notamment la Centrafrique et d'autres régions du monde quelques fois plus proches encore, notamment l'Ukraine.

Mais ce qui va nous mobiliser aussi, gouvernement allemand et gouvernement français, ensemble, c'est de donner un espoir à l'Europe. D'abord, d'avoir des règles, des disciplines, mais également des perspectives de croissance fondées à la fois sur le soutien de la demande intérieure mais aussi de la compétitivité.

Nous aurons aussi durant l'année 2014 à préparer ensemble des commémorations. J'ai souhaité associer autant qu'il sera possible nos amis allemands parce qu'aujourd'hui, ce qui nous réunit, c'est l'avenir, en n'oubliant rien du passé et en tirant toutes les leçons.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, je suis très heureux d'accueillir Angela comme je l'avais moi-même fait lors de mon investiture, c'était le 15 mai 2012. Je constate simplement qu'elle n'a pas eu d'incident d'avion et qu'elle est arrivée parfaitement à l'heure ! »

LA CHANCELIERE : « Et surtout, elle est venue avec grand plaisir accompagnée du ministre des Affaires étrangères. C'était pour nous un plaisir et un honneur de faire ce premier voyage à l'étranger, à Paris, après la formation du Gouvernement. Cela montre l'importance particulière de la relation franco-allemande. Ces derniers mois, nous avons travaillé ensemble très intensivement. Nous pouvons amorcer maintenant une nouvelle étape. C'est donc un excellent signal, que nous

ayons le 19 février le Conseil des ministres franco-allemand. Nous allons pouvoir y approfondir les projets de la coopération bilatérale, des projets qui certes, sont liés à l'Europe mais des projets qui concernent également, plus particulièrement l'Allemagne et la France avec la nécessité de rapprocher nos sociétés civiles et de montrer qu'ensemble, nous pouvons obtenir plus pour les hommes et les femmes de nos pays que si nous le faisons séparément.

C'est ce que nous allons faire, en ayant à l'esprit l'élection prochaine au Parlement européen.

Nos deux gouvernements sont animés par la conviction que les Etats, les Nations ne peuvent être forts que si tout le monde est fort en Europe. L'Europe est notre avenir et nous ne pouvons faire passer nos intérêts nationaux que si nous le faisons dans un cadre européen.

Le Conseil européen de demain nous permettra de progresser, en ce qui concerne l'Union bancaire, mais aussi dans le domaine de la coopération en matière de politique économique. Je crois que c'est une bonne chose que l'Irlande et l'Espagne aient pu sortir des programmes de sauvegarde. Il y a des progrès mais tous les obstacles ne sont pas encore franchis. Il faut donc tout faire pour que de telles crises ne se renouvellent pas mais il faut rendre l'Europe à l'épreuve des crises et en particulier la zone euro.

Nous parlerons également des défis internationaux. L'Allemagne s'engage au Mali. Le Président du Mali était récemment reçu à Berlin. Nous avons parlé du rôle tout à fait important de la France, mais également du fait que l'Allemagne veut apporter son aide. Toute la question des relations entre l'Union européenne et l'Afrique est d'une importance particulière. Il y aura le sommet Union européenne/Afrique. La France a bien sûr une grande expérience en Afrique mais c'est notre continent voisin et à ce titre, nous devons renforcer, conforter notre politique européenne selon des principes tout à fait importants